

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [92] (2004)
Heft: 1482

Artikel: Entretien avec la porte-parole des Femmes radicales : un congrès féminin interpartis pour discuter des quotas ?
Autor: Andersen, Sylvia / Perriard, Barbara
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282730>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Entretien avec la porte-parole des Femmes radicales

Un congrès féminin interpartis pour discuter des quotas?

Les résultats des élections du 10 décembre ont provoqué la colère des femmes, en particulier celle des femmes des partis bourgeois qui ont vu l'une des leurs rejetées du Conseil fédéral. A l'instar de plusieurs politiciennes de droite, les femmes radicales se questionnent actuellement sur leur place dans le parti et dans le monde politique. Barbara Perriard, porte-parole des Femmes radicales, nous livre ses impressions sur ce qui s'est passé depuis le 10 décembre.

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIA ANDERSEN

Qu'en est-il des réunions féminines interpartis mises sur pied à la suite du 10 décembre?

Barbara Perriard: Ces réunions sont très importantes et les femmes de tous les partis représentés au Parlement fédéral y sont conviés. Deux séances ont déjà eu lieu et elles ont débouché sur des projets (une analyse du 10 décembre, un congrès des femmes prévu pour 2005 ou 2006, une conférence de presse en faveur de l'assurance maternité en mai, une journée d'information sur les quotas en automne). Une troisième session aura lieu le 16 juin prochain. L'idée de ces réunions existait déjà avant le 10 décembre. Pour les Femmes radicales, trois événements ont mené à leur mise sur pied: le troisième rapport sur l'égalité de l'Office fédéral des statistiques, la perte de cinq sièges de femmes radicales parmi les députées fédérales en octobre dernier et la non-élection de Christine Beerli au Conseil fédéral le 10 décembre. Ces réunions ont aussi permis une analyse de la situation des femmes en politique dans la perspective d'identifier les points communs entre nous et de trouver ensemble un chemin pour augmenter notre visibilité.

Quelles sont les stratégies pour une meilleure place des femmes en politique?

B. P.: Suite à notre deuxième réunion, il a été décidé qu'un congrès de politiciennes serait organisé, notamment pour mener une réflexion sur les quotas. Les femmes radicales sont partagées sur le sujet, mais elles sont ouvertes à la discussion. Cette rencontre permettrait de peser le pour et le contre en s'inspirant des expériences déjà existantes à l'étranger et en Suisse. En effet, notre pays utilise déjà ce système, par exemple les quotas de francophones au Conseil d'Etat à Berne.

Par ailleurs, nous voulons trouver des mesures pour faciliter la combinaison entre famille et politique. Pour le Parti radical, le travail est un thème important, notamment en ce qui concerne les femmes. Il y a un lien entre la présence des femmes dans le monde professionnel et leur présence en politique. Tout ce qui peut leur permettre de poursuivre une activité professionnelle leur permettra de rester informées et de bénéficier d'un meilleur réseau, très utile pour une carrière politique.

«Sauf quelques exceptions, les femmes sont souvent seules parmi des hommes en politique et finissent par se comporter comme eux.»

Qu'en est-il au niveau de l'accueil des femmes au sein des partis?

B. P.: En tant que femme, il faut avoir la peau dur. Les difficultés varient selon les régions. Dans les campagnes par exemple, les mentalités sont encore très traditionnelles. Au Parti socialiste, où il y a plus de femmes, elles participent davantage. Dans les partis bourgeois où les femmes sont moins nombreuses, elles doivent faire leurs preuves; la frustration est plus grande. Après quelques années, si une femme voit qu'elle n'a pas avancé, on peut comprendre qu'elle s'en aille. Je pense que dans ce milieu, il nous manque des modèles. Sauf quelques exceptions, les femmes sont souvent seules parmi des hommes en politique et finissent par se comporter comme eux.

Que pensez-vous de l'expulsion de Christiane Langenberger de la direction du parti?

B. P.: Je ne suis pas d'accord avec ce mot, il est trop fort. Christiane Langenberger a démissionné, et c'est sa décision. Je n'aime pas qu'on victimise les femmes et qu'on leur enlève leur choix. Elle a préféré quitter son poste parce que plusieurs membres du parti n'étaient pas reconnaissants de ce qu'elle faisait. Je crois qu'elle a un parcours fantastique, elle est un exemple. Elle n'a pas joué le jeu des hommes, elle a été courageuse de relever le défi et de prendre la tête du parti alors qu'aucun homme ne le voulait. En plus, depuis sa démission, elle est plus libre pour défendre ses idées qu'elle ne l'était à la tête du parti. *